



Conseil économique et social

Distr. générale
27 mai 2016
Français
Original : anglais

Session de 2016

24 juillet 2015-27 juillet 2016

Débat consacré à l'intégration

Compte rendu analytique de la 19^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 2 mai 2016, à 10 heures

Président : M. Jürgenson (Vice-Président) (Estonie)

Sommaire

Point 8 de l'ordre du jour : débat consacré à l'intégration

Ouverture du débat

Allocution du Secrétaire général

Table ronde : « Mon monde parfait » – programme produit par BBC World Service en collaboration avec l'Institute for Global Prosperity (University College, Londres)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

16-05586 (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Oh Joon (République de Corée), M. Jürjenson (Estonie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 8 de l'ordre du jour : Débat consacré à l'intégration

Ouverture du débat

1. **Le Président**, ouvrant le débat du Conseil économique et social consacré à l'intégration, déclare que cet échange donnera des orientations générales pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui exige des solutions novatrices et des efforts concertés entre les trois piliers du développement durable – économique, social et environnemental. Dans ce contexte, le débat sera l'occasion pour les parties prenantes d'identifier les opportunités et défis à relever pour la formulation de politiques novatrices et intégrées, de faire des recommandations concrètes pour guider la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de réaffirmer le rôle du Conseil économique et social en tant que plateforme de dialogue sur les leçons apprises en matière d'innovation et d'intégration stratégique à tous les niveaux.

2. Le débat consacré à l'intégration portera plus spécialement sur les thèmes de l'innovation et de l'intégration ayant pour but de contribuer à traduire effectivement les engagements pris au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les politiques et stratégies nationales. Le programme radiophonique de BBC World Service intitulé « Mon monde parfait » (My perfect country) constitue un point de départ intéressant pour examiner de quelle façon chaque État pourrait s'engager sur la voie du développement durable et créer une société qui tienne compte des besoins et aspirations de toute sa population, tout en œuvrant à la réalisation d'un monde meilleur. Si l'intégration stratégique constitue un outil essentiel pour créer des synergies entre les objectifs de développement durable et éliminer les cloisonnements qui entravent les avancées en termes de développement durable, des solutions ciblées sont nécessaires pour veiller à ce que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 soit mis en œuvre conformément aux priorités nationales. Une approche intégrée de ces solutions permettra aux États de

parvenir à des résultats solides et équilibrés dans les trois piliers du développement durable. Plateforme fédératrice pour les discussions consacrées aux différents aspects du développement durable, le Conseil économique et social a un rôle central à jouer pour favoriser cette intégration stratégique.

3. **M. Rõivas** (Estonie), Premier Ministre, déclare qu'il faut s'atteler à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 si nous voulons faire en sorte que notre monde s'inscrive davantage dans la durée et la stabilité et éviter d'aggraver les problèmes existants, en particulier ceux liés au terrorisme, aux conflits transfrontaliers et aux pénuries des ressources naturelles. Chaque pays et chaque organisation doivent s'approprier le processus susceptible d'aboutir à la réalisation des objectifs de développement durable. À cet égard, l'Estonie s'emploie à aligner son cadre stratégique national sur ledit Programme afin de participer au processus d'examen volontaire national du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2016. La planification et la mise en œuvre des objectifs doivent reposer sur une approche intégrée, qui tienne compte de tous les points de vue et des éventuels compromis nécessaires. Ce processus pourrait être considérablement facilité par l'innovation, notamment la création de nouvelles institutions publiques, de nouveaux systèmes de gouvernance et de nouvelles pratiques administratives.

4. Les efforts d'innovation menés par l'Estonie elle-même dans le domaine des technologies numériques lui ont permis de réaliser d'importants progrès en matière de développement, que ce soit en termes de croissance économique, d'utilisation efficace des ressources et de développement humain. Depuis 2000, l'Estonie est passée du stade de pays en transition à celui de pays à revenu élevé, avec une industrie et de jeunes pousses technologiques très actives. La numérisation des procédures bureaucratiques liées au démarrage et au maintien en activité des entreprises a contribué à rendre les secteurs public et privé plus efficaces, tandis que la mise en place de solutions d'administration en ligne a amélioré la transparence, l'efficacité et l'accessibilité des services publics. Le vote électronique a considérablement accru le taux de participation électorale, ce qui a renforcé la démocratie en Estonie, et les possibilités multiples offertes aux citoyens d'être associés aux prises de décisions du Gouvernement par le biais des réseaux en ligne ont

fortement réduit la corruption. De même, le système de prescription médicale par Internet dont s'est doté le pays a nettement amélioré la délivrance des soins de santé.

5. L'Estonie a tiré de précieux enseignements de son expérience en matière d'innovation, dans et au-delà de la sphère numérique. Premièrement, l'innovation numérique n'étant pas liée à la taille ou à la richesse d'un pays, mais à l'existence de politiques et de cadres juridiques destinés à la favoriser, les pouvoirs publics ont un rôle central à jouer en offrant des conditions propices au développement numérique. Ainsi, l'un des moyens d'atteindre les objectifs de développement durable consisterait pour les gouvernements, à l'instar de l'Estonie, à remettre à tous les citoyens une carte d'identité numérique et à généraliser la signature numérique pour permettre aux citoyens d'accéder aux services numériques dans des conditions de sécurité. Deuxièmement, les risques potentiels de criminalité informatique ne devraient pas être un obstacle à l'innovation numérique et les pouvoirs publics devraient au contraire gérer ces risques de manière active et transparente afin d'instaurer un climat de confiance dans la population. Étant donné qu'ils restent propriétaires des informations qu'ils fournissent pour accéder aux services publics en ligne, les citoyens estoniens peuvent par exemple suivre, voire interdire, l'utilisation de données personnelles, telles que leurs dossiers médicaux, par les organismes de l'État. Troisièmement, le partage de bonnes pratiques entre différents pays ou secteurs pourrait soutenir l'innovation; ainsi, la carte d'identité numérique est née en Finlande, mais ce concept a été repris et adapté par de nombreux États, comme l'Estonie, la Moldova et le Japon. En outre, il faudrait encourager les pouvoirs publics à mettre en commun leurs modèles et mécanismes novateurs afin d'exploiter le potentiel de l'innovation numérique pour réaliser les objectifs de développement durable, raccourcir les cycles d'innovation et veiller à la bonne exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans ce contexte, les institutions multilatérales devraient apporter leur soutien à l'échange de bonnes pratiques et aux efforts connexes de renforcement des capacités, ainsi qu'aux transferts de technologie vers les pays qui en ont besoin. L'Estonie a démontré son attachement à de telles initiatives en mettant à disposition son savoir-faire et des moyens financiers pour appuyer le développement numérique dans le cadre d'actions de coopération au développement.

Enfin, les pouvoirs publics devraient tirer parti des bonnes pratiques des start-ups et réduire la durée des phases de planification des innovations, rationaliser leurs objectifs et leurs interventions, accélérer la prise de décisions et le lancement des services, et réactualiser régulièrement leurs services et politiques en fonction de données nouvelles, de retours d'informations et de l'évolution du contexte, afin de rester au fait des progrès technologiques. L'Estonie a suivi l'approche propre aux start-ups pour mettre au point son système d'identification d'une « résidence numérique », qui permet à des citoyens vivant à l'étranger d'utiliser les services numériques estoniens et de créer et gérer des sociétés numériques en Estonie et dans l'Union européenne. Le système a progressivement évolué, grâce aux contributions que ne cessent d'apporter les utilisateurs, le secteur privé et les organismes publics, et a déjà conquis plus de 10 000 « résidents numériques » originaires de 130 pays. À l'avenir, des efforts devront être engagés pour mettre à profit les possibilités numériques inexploitées des pays développés et des pays en développement pour mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans la mesure où aucun des objectifs du Programme ne traite spécifiquement de la nécessité d'un développement numérique, il faudra impérativement veiller à ce que l'innovation numérique soit intégrée dans tous les objectifs.

6. La **Princesse Abze Djigma** (Initiative MAMA-LIGHT en faveur de l'énergie durable) explique que l'initiative MAMA-LIGHT est un programme mondial destiné à fournir de l'énergie d'un coût abordable aux femmes, aux petites entreprises et aux enfants. Choisie comme l'une des 14 solutions novatrices pour réaliser les objectifs de développement durable lors du Sommet des solutions, cette initiative a permis de dynamiser des entreprises locales, de stimuler la création d'emplois et de contribuer à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

7. Renforcer le secteur informel, qui est un moteur sous-estimé et insuffisamment reconnu de la croissance économique, est l'un des moyens les plus efficaces qui soit pour favoriser une croissance durable et solidaire dans les pays en développement et les petits États insulaires en développement. MAMA-LIGHT entend promouvoir des initiatives du secteur informel en faveur de l'énergie et de l'agriculture durables afin de les amener à intégrer le secteur formel. S'appuyant sur

les recommandations du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, MAMA-LIGHT a mis en place un pôle de compétences qui a pour ambition de donner au secteur informel des moyens d'action en mettant les informations à la portée de toutes les parties prenantes, en encourageant les activités concrètes et en adoptant des approches descendantes et ascendantes pour répondre aux besoins et difficultés rencontrés sur le terrain.

8. Les petites et moyennes entreprises telles que l'initiative MAMA-LIGHT se heurtent à un certain nombre de problèmes, notamment le manque de connaissances et l'accès limité aux informations, qui pourraient être réglés en améliorant l'éducation et en faisant traduire dans les langues locales les différentes informations, politiques et mesures. Une attention particulière devrait être accordée à la promotion de la formation professionnelle locale afin de répondre aux besoins des secteurs d'activité, d'améliorer la qualité de l'entrepreneuriat et de soutenir la création d'entreprises qui soient susceptibles de contribuer à une croissance placée sous le signe de l'inclusion et de l'écologie. Le respect des valeurs locales est lui aussi essentiel et devrait servir de point de départ aux initiatives en faveur du développement durable. En outre, étant donné que les agriculteurs locaux investissent trois à quatre fois plus dans l'agriculture que les secteurs public et privé combinés, des efforts devraient être faits pour que les entreprises locales puissent avoir accès aux moyens de financement. Les taux d'intérêt de 20 à 100 % qui frappent les microcrédits ne sont pas viables et découragent les initiatives locales; les banques centrales ont un rôle déterminant à jouer en adaptant les outils financiers et en créant des produits financiers pour dynamiser les entreprises locales. Afin de permettre un meilleur accès aux budgets internationaux et aux programmes de grande envergure, il faudrait accélérer le processus d'affectation et de décentralisation des ressources; au moins 30 % des appels à propositions devraient être attribués à des entreprises locales de manière à les soutenir et à faciliter la mobilisation des ressources nationales. Il faudrait par ailleurs profiter de la faiblesse des cours du pétrole pour transférer au moins 10 % des subventions énergétiques dont bénéficient les combustibles fossiles vers des sources d'énergies

renouvelables. Pour l'avenir, nous devons absolument rechercher un juste équilibre entre les mesures et politiques qui viennent d'en haut et le processus ascendant d'autonomisation. La communauté internationale peut trouver des solutions aux défis mondiaux en exploitant les capacités des millions de petites et moyennes entreprises du monde entier.

Allocution du Secrétaire général

9. Le **Secrétaire général** déclare que les objectifs et les cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 jettent les bases d'une approche cohérente, intégrée et indivisible pour éliminer la pauvreté et réaliser le développement durable. Il faut chercher à atteindre les objectifs en gardant à l'esprit leur complémentarité et leur interdépendance et ce, en s'attachant à briser les cloisonnements tout en évitant les solutions uniques. D'où l'urgente nécessité de mettre en œuvre le Programme d'Action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, eu égard aux graves difficultés qui se posent pour trouver, en ces temps d'incertitude économique et de contraintes financières, les fonds qu'exige la réalisation des objectifs de développement durable.

10. Le débat consacré à l'intégration est venu opportunément souligner qu'il fallait, pour relier les trois piliers du développement durable, suivre une approche créative. L'approche mobilisatrice et novatrice des vrais problèmes qu'utilisent les intervenants du programme de la BBC « Mon monde parfait » a été une précieuse source d'inspiration à cet égard. Il faut prendre continuellement la mesure des difficultés que soulève l'intégration, qu'elles soient liées à des questions politiques et institutionnelles, à un manque de capacité ou à des fossés technologiques, ou encore à des questions de programmation ou de financement. À l'avenir, le système des Nations Unies viendra en aide aux États Membres à tous les stades de leur transition vers le développement durable, en tenant compte de la nécessité de mener des actions concertées et cohérentes en collaboration avec les partenaires pour la réalisation d'objectifs communs de soutien aux pays, conformément à l'approche « Unis dans l'action ». L'examen quadriennal complet pourra fournir des indications utiles pour repositionner le système dans le nouveau contexte du développement durable. Enfin, étant donné l'importance cruciale de l'appropriation nationale et de l'initiative locale pour la réalisation des

objectifs de développement durable, l'échange d'expériences et les leçons tirés des résultats obtenus en matière de développement durable devront faire partie intégrante du processus de mise en œuvre.

Table ronde: « Mon monde parfait » (My perfect country) – programme produit par BBC World Service en collaboration avec l'Institute for Global Prosperity (University College de Londres)

11. **M^{me} Glover** (BBC World Service), animatrice de la table ronde, déclare que le programme radiophonique « Mon monde parfait » donne des exemples de ce que pourraient être de bonnes politiques publiques dignes de figurer dans un monde parfait imaginaire, exemples que des millions d'auditeurs avaient fournis en réponse à une question posée par la chaîne.

12. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres), animatrice de la table ronde, considère que les indicateurs économiques ne suffisent pas, à eux seuls, à mesurer la prospérité. Il faut aussi s'intéresser aux solutions durables et équitables qui conduisent à la prospérité, et qui appellent de nouvelles orientations et un changement des mentalités. Au lendemain de la pire récession que le monde ait connue, nous nous devons absolument de préparer l'avenir face à une situation caractérisée par quelques poches de grandes richesses et d'immenses pans de populations qui peinent à satisfaire leurs besoins humains les plus élémentaires. L'Organisation des Nations Unies est là – et c'est essentiel – pour relever ces défis, appeler à la solidarité mondiale et faciliter le partage des connaissances entre les pays et par-delà les régions. Le Conseil économique et social a pour mission de soumettre au système des Nations Unies des recommandations générales pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et instaurer une approche globale intégrée du développement durable qui tienne compte de ses dimensions économiques, sociales et environnementales.

13. *Une présentation vidéo de l'organisation ougandaise Barefoot Law, tirée du programme de la BBC « Mon monde parfait », est diffusée.*

14. **M^{me} Glover** (BBC World Service) indique que Barefoot Law est une organisation qui fournit des conseils et une assistance juridiques à la population

ougandaise, faute d'avocats rémunérés par l'État. L'entreprise sociale primée vient chaque mois en aide à quelque 3 000 Ougandais et a introduit certaines innovations, comme l'utilisation de téléphones portables, pour dispenser des conseils juridiques gratuits – initiative particulièrement efficace dans un pays qui compte plus de téléphones portables que d'ampoules électriques.

15. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) estime que Barefoot Law est une initiative louable en ce qu'elle permet aux citoyens de mettre leur gouvernement face à ses responsabilités et aide celui-ci à réaliser les objectifs de développement durable.

16. **M. Abila** (Barefoot Law) explique que son organisation, Barefoot Law, assure aux Ougandais un accès à la justice en associant les technologies et les systèmes existants d'aide judiciaire, l'objectif étant de rendre un tel accès universel et d'améliorer ainsi la participation des citoyens à l'action du Gouvernement. Chaque mois, des avocats, salariés par l'organisation ou extérieurs à elle, viennent gratuitement en aide à près de 3 000 citoyens. Pour couvrir les coûts de son personnel permanent, Barefoot Law a adopté un mécanisme novateur de collecte de fonds semblable au système de la dîme – pratique largement répandue en Ouganda, pays très religieux.

17. **M^{me} Glover** (BBC World Service) se demande si Barefoot Law continuera de fonctionner en dehors du système ou si l'organisation va au contraire finir par chercher à l'influencer.

18. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) observe que l'Ouganda doit faire face à un problème de taille si le pays veut que tous ses citoyens, notamment son importante population carcérale, aient accès à la justice et soient égaux devant la loi.

19. **M. Abila** (Barefoot Law) déclare que le changement passe, en Ouganda, par la coopération avec le Gouvernement. Le Ministre ougandais de la justice est réceptif à l'innovation et s'est appuyé sur un groupe de travail gouvernemental consacré à l'innovation, pour plusieurs initiatives lancées par Barefoot Law. Le Gouvernement a également contribué à faire connaître l'organisation et ses services; cela étant, les informations sur les activités actuelles de l'organisation circulent principalement par le bouche à oreille.

20. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) est d'avis que le meilleur moyen de faciliter l'accès aux services juridiques partout en Ouganda est de rapprocher les innovations qui viennent d'en haut et celles qui vont vers le sommet. Quelque 90 % des avocats étant établis dans la capitale, il faut absolument trouver des solutions pour améliorer l'accès à la justice des populations rurales et les sensibiliser à ces questions.

21. **M. Abila** (Barefoot Law) précise qu'à sa création, Barefoot Law répondait aux questions des citoyens par le biais de courts messages échangés entre téléphones portables, mais qu'il a fallu changer de méthode en raison des coûts. L'organisation a conclu un partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui a demandé l'assistance juridique de Barefoot Law au nom des citoyens ougandais et soutenu financièrement ses activités.

22. Outre l'aide qu'elle apporte aux Ougandais vivant dans le pays, l'organisation Barefoot Law répond aux demandes d'assistance de la diaspora ougandaise dans le monde entier. Compte tenu des points communs entre les différents systèmes juridiques d'Afrique de l'est, l'intervenant espère que son organisation finira par s'étendre à l'ensemble de la région, à la faveur aussi de la libre circulation de la main-d'œuvre légale entre les pays de cette partie du monde.

23. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres), note que les activités novatrices de Barefoot Law viennent appuyer la cible 16.3 de l'objectif de développement durable n° 16, à savoir promouvoir l'état de droit. Il sera essentiel de trouver les moyens d'appliquer et de partager à plus grande échelle ces innovations.

24. *Une présentation vidéo sur l'Estonie, tirée du programme de la BBC « Mon monde parfait », est diffusée.*

25. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) déclare que, pour un pays jeune et peu peuplé, l'Estonie a fait des progrès impressionnants pour devenir une société numérique de l'ère post-soviétique. En faisant table rase du passé, lors de son indépendance, elle a pu se détacher des anciennes pratiques administratives dépendantes du support papier. L'un des principaux piliers de l'infrastructure numérique estonienne est l'éducation, ce qui indique que le pays a conscience de la nécessité

de commencer très tôt l'apprentissage de l'informatique.

26. **M. Astok** (e-Governance Academy) dit que l'Estonie est un pays très connecté, où 30 % des votes et 99 % des transactions bancaires se font en ligne. Des réseaux 4G couvrent tout le territoire, et 15 minutes suffisent pour créer une entreprise sur Internet, sans plus aucune paperasse. L'Estonie enregistre 100 millions de signatures numériques par an, ce qui permet au pays d'économiser cinq journées de travail, soit 2 % du produit intérieur brut. Les mesures prises pour rendre les communications plus efficaces sont le fruit d'un effort commun des pouvoirs publics, des entreprises, des citoyens et des chercheurs.

27. **M^{me} Glover** (BBC World Service) se demande quelles sont les leçons que pourrait partager avec d'autres pays l'Estonie, qui a eu cette chance très rare d'avoir rendez-vous avec l'histoire pour passer à la vitesse supérieure au moment même où elle accédait à l'indépendance.

28. **M. Astok** (e-Governance Academy) déclare que dans les années 90, son pays a entrepris de s'informatiser massivement et de connecter les écoles à l'Internet, en partant de rien et en inventant tout au fur et à mesure. Les adultes d'aujourd'hui, qui se sont familiarisés très tôt avec les outils numériques, sont les moteurs de la société et des entreprises, et aident leurs aînés à intégrer l'univers numérique. En outre, le fait que ce soient les plus hautes instances du Gouvernement qui aient incité la société tout entière à passer au numérique montre que la gouvernance en ligne n'est pas une question de technologie mais de volonté politique d'apporter des changements et de se doter d'un cadre et de formes d'organisation durables. La technologie existe dans tous les pays. Dans certains d'entre eux cependant, des entreprises de talent spécialisées dans la technologie travaillent pour des gouvernements autres que le leur, preuve que le seul obstacle à l'introduction de la technologie réside dans la mentalité des responsables politiques.

29. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande comment l'Estonie a réussi à vaincre les résistances à la technologie que pouvaient susciter les préoccupations des citoyens quant au respect de leur vie privée et à leur crainte de se retrouver en situation de vulnérabilité en donnant aux pouvoirs publics l'accès à des informations personnelles.

30. **M. Astok** (e-Governance Academy) explique qu'au début des années 90, la confidentialité des données numériques ne soulevait pas autant de questions qu'aujourd'hui. Le problème a été quelque peu surestimé dans les pays en développement, car ces données peuvent être correctement protégées et les tentatives de piratage ou de copie laissent des traces, contrairement à ce qui se passe avec des documents papier.

31. **M^{me} Glover** (BBC World Service) fait remarquer que les pirates informatiques sont capables de mettre la main sur d'énormes quantités de données numériques en quelques minutes.

32. **M. Astok** (e-Governance Academy) répond qu'un bon système de sécurité doit mettre les bases de données à l'abri des vols. L'atteinte à l'intégrité des données est plus préoccupante que leur copie. De plus, dans de nombreux pays en transition, les pouvoirs publics hésitent à passer aux données numériques par crainte de la corruption, qui demeure un phénomène répandu; des fonctionnaires de justice ont ainsi avoué que la transparence accrue des processus de traitement numérique aurait des incidences sur les sommes qu'ils demandent pour retarder ou accélérer des procédures.

33. **M^{me} Glover** (BBC World Service), revenant sur l'initiative de résidence numérique estonienne, demande ce qui pousse les autorités estoniennes à souhaiter que des millions de ressortissants non estoniens deviennent des résidents estoniens dans le cyberspace, si l'initiative est fiscalement rentable et quelles sont les raisons qui incitent un individu à devenir citoyen numérique estonien.

34. **M. Astok** (e-Governance Academy) indique que cette initiative a essentiellement pour but d'inviter des chefs d'entreprise à tirer parti de l'efficacité des régimes fiscaux, du système bancaire et des services publics. Le dispositif, qui déjà attiré 1,3 million d'Estoniens, pourrait en intéresser d'autres, du fait de sa simplicité. L'objectif est de faciliter les échanges mondiaux en créant un environnement commercial plus simple et plus transparent.

35. **M^{me} Glover** (BBC World Service), notant l'importance que revêt actuellement la question des migrations physiques, se demande s'il existe un phénomène tel que la migration numérique et, dans l'affirmative, s'il ne concerne que les plus fortunés.

36. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) dit que le système de la citoyenneté numérique est plus une question de pratique, d'accès aux services numériques et de promotion de la transparence dans les entreprises que de migration en tant que telle. Il pourrait constituer un lien d'un nouveau type vers les migrations en permettant à des millions de personnes déplacées à travers le monde de rester connectées à leur propre pays grâce aux services numériques. Il sera nécessaire de trouver des moyens d'utiliser les services numériques pour les citoyens ordinaires, et pas seulement pour l'élite. En l'état, le système de résidence numérique estonien suscite beaucoup d'intérêt et des personnalités internationales de premier plan ont déjà franchi le pas pour devenir résidents numériques du pays.

37. **M^{me} Glover** (BBC World Service) considère que l'attrait des richesses incalculables que procurent les technologies a également entraîné une concurrence sans précédent entre les entreprises. Elle demande si l'Estonie pourra continuer à partager ses découvertes innovantes, ou si le pays sera tenté d'évoluer vers un modèle plus « propriétaire ».

38. **M. Astok** (e-Governance Academy) déclare que les réussites que connaissent d'autres pays sont riches d'enseignements pour le sien. Pour sa part, l'Estonie partage son expérience depuis 12 ans, et aide les autres États à mettre en place des systèmes de gouvernance et des services publics en ligne. La question de la mise en commun d'expériences qui touchent aux technologies est rendue complexe par le problème des droits de propriété intellectuelle. En outre, les pouvoirs publics doivent faire en sorte de ne pas exclure les entreprises. Des éléments de base libres d'accès pourraient être utilisés et partagés avec d'autres gouvernements. Les idées sont, en définitive, plus importantes que les technologies et, pour être efficace, l'innovation doit s'appuyer sur la volonté politique d'instiller le changement aux niveaux des gouvernements et des pays. L'Estonie invite tous les autres États – et pas uniquement ceux qui pensent comme elle – à tirer les enseignements de son expérience et à mettre en commun les bonnes pratiques, et se réjouit de leurs succès.

39. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) note que les efforts remarquables accomplis par l'Estonie dans le domaine numérique vont dans le droit fil de l'objectif de

développement durable n° 9 « Encourager l'innovation ». Plus précisément, l'interconnectivité numérique que favorisent ces initiatives contribue à faire tomber les barrières.

40. *Une présentation vidéo de BBC sur les énergies renouvelables au Costa Rica est diffusée.*

41. **M^{me} Glover** (BBC World Service) indique qu'il a été fait état de la politique énergétique du Costa Rica dans le programme « Mon monde parfait » car ce pays a réussi à se passer de combustibles fossiles pour la production d'électricité pendant les 75 premiers jours de 2015. En fait, le Costa Rica avait prévu que les énergies renouvelables fourniraient plus de 95 % de ses besoins en électricité en 2015.

42. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) précise que le Costa Rica a dépassé ses propres prévisions, puisqu'il a réussi à couvrir 99 % ses besoins en électricité en 2015 au moyen d'énergies renouvelables. Ce succès est toutefois le fruit de lourds investissements effectués au cours des deux dernières décennies dans les infrastructures d'énergies renouvelables, parmi d'autres politiques durables. En 2007, le Costa Rica avait déjà fait part de son intention d'arriver à ne plus produire aucune émission de carbone d'ici 2020 et à devenir climatiquement neutre. Le pays est un chef de file international en la matière; il est aussi l'un des trois seuls pays au monde à avoir fait plus que sa part pour maintenir à moins de 2° Celsius la hausse de la température planétaire.

43. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande dans quelle mesure la vision de l'environnement à laquelle adhère la population costaricienne est essentielle à la réussite de ces politiques.

44. **M^{me} Araya** (Nivela) dit qu'il est très important que les populations voient l'intérêt des politiques qu'elles sont invitées à adopter : peu de progrès seraient réalisés si l'on se contentait de relayer des discussions techniques. Le fait que le Costa Rica ait supprimé son armée, commencé à protéger ses forêts dans les années 70 et mis fin à la déforestation a contribué à forger son histoire nationale.

45. S'agissant des objectifs de développement durable, les accords gouvernementaux ne suffisent pas à gagner le cœur et l'esprit des populations. L'appropriation nationale passe par la traduction de ces objectifs dans le langage des citoyens, de façon à surmonter

l'obstacle de l'indifférence. Les citoyens sont sensibles à différents problèmes, mais ne s'intéressent pas nécessairement aux débats très techniques : les objectifs de développement durable doivent être explicitement liés à leur vie quotidienne.

46. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande si la vingt-et-unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a été un événement déterminant à cet égard.

47. **M^{me} Araya** (Nivela) explique que la Conférence a effectivement marqué un tournant. Elle a montré qu'une alliance formée en dehors des gouvernements, par des membres de la société civile, des maires, des investisseurs et des acteurs d'initiatives locales constitue la clef de la réussite. Dans les années à venir, les parlements auront un important travail à accomplir. Actuellement, ils privilégient souvent les questions à court terme et leur champ d'action politique est trop restreint pour pouvoir traiter des objectifs à long terme. L'intervenante explique que, dans son pays, la plateforme citoyenne Costa Rica Limpia a été créée précisément dans cette optique. Aujourd'hui soutenue par 35 000 personnes, la plateforme va commencer à suivre les votes de l'assemblée législative costaricienne.

48. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande quelle solution a trouvé le Costa Rica pour régler les problèmes de circulation lorsque des moyens de transport sont nécessaires mais que les infrastructures requises pour apporter des réponses écologiques ne sont pas encore disponibles.

49. **M^{me} Araya** (Nivela) est d'avis que, plutôt que de commencer par le problème, comme tout le monde le fait lorsque l'on se penche sur les questions de développement durable, il faudrait inverser l'équation. Le Costa Rica a ainsi réussi à se passer de combustibles fossiles pour ses besoins en électricité pendant 255 jours. Face au problème du transport, le pays doit agir comme il l'a fait en 1949 lorsqu'il a supprimé son armée, et éliminer les combustibles fossiles. Il doit utiliser, comme c'est déjà le cas dans divers endroits du monde, des véhicules électriques qui, avec les moyens ferroviaires, permettront d'améliorer le transport des personnes et des biens.

50. Cette évolution ne s'obtiendra pas simplement par un nouveau plan pour les transports : nombreux sont ceux qui ont été élaborés pour être ensuite supprimés

par des fonctionnaires qui désapprouvaient l'initiative. Pour résoudre la question des transports, il faut ménager une place dans l'histoire nationale pour une politique de la qualité de vie. Compte tenu de l'exaspération que suscitent aujourd'hui les embouteillages, les deux à cinq ans qui viennent sont l'occasion rêvée de résoudre ce problème.

51. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande si les frictions entre les entreprises et les pouvoirs publics concernant l'industrie caféière –composante essentielle de l'économie du pays –, tendent à s'atténuer ou à s'aggraver.

52. **M^{me} Araya** (Nivela) explique qu'il est tout à fait normal qu'un pays connaisse des frictions de ce genre. Toute transformation suscite toujours l'opposition de certains secteurs. Au Costa Rica, un groupe d'intérêts a fait pression pour défendre des politiques écologiques, notamment dans le domaine de l'écotourisme, ce qui a contribué à maintenir le moratoire sur les activités pétrolières durant les mandats des cinq gouvernements précédents. Aussi, la prospection pétrolière nuirait-elle à présent au modèle économique du pays. Des tensions du même ordre existent dans les transports, et il convient de concilier les intérêts divergents des différents secteurs.

53. Les économies se restructurent, et le fait de ne pas changer de politique des transports aurait un coût très élevé. Les arguments en faveur de transports qui préservent mieux l'environnement doivent s'appuyer sur des chiffres et sur une histoire nationale. Il faut dialoguer avec l'opposition et gérer la transition, au besoin en proposant des marges de temps et de crédit pour adopter de nouvelles mesures.

54. **M. Astok** (e-Governance Academy) estime qu'une réflexion doit être menée sur les causes des problèmes. Ainsi, l'innovation numérique peut, grâce à la mise en place par les pouvoirs publics de systèmes en ligne, atténuer le problème des déplacements effectués à seule fin de remettre des documents à des services administratifs.

55. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) indique que d'importants progrès ont été constatés dans le domaine des énergies propres, notamment en Islande, au Lesotho, au Paraguay et en Uruguay. De nombreux pays ont réussi à progresser dans la réalisation de leur programme énergétique; ils ont, pour ce faire, écrit un nouveau chapitre de leur histoire qui captive l'imagination des

citoyens et attire, par conséquent, l'attention des entreprises.

56. **M^{me} Glover** (BBC World Service) déclare que le fait de pouvoir se connecter et faire des comparaisons en ligne a également permis à la population de voir comment les problèmes ont pu être réglés ailleurs dans le monde.

57. **M^{me} Araya** (Nivela) a le sentiment qu'il faut remettre en question l'idée que les différents objectifs, tels que l'élimination de la pauvreté et la lutte contre les changements climatiques, doivent être traités individuellement. Si le Costa Rica parvient à imposer son projet de transports publics propres – ce qui comblerait sa plus grande lacune en matière de développement –, il pourrait mettre en concordance son programme social et son histoire nationale. Le modèle actuel a créé deux Costa Rica : l'un où l'on est coincé dans les embouteillages dans sa voiture, l'autre où l'on est bloqué dans les embouteillages dans un bus vieux et sale. Le pays est fort soucieux d'intégration et souhaite avoir une classe moyenne solide. Pour des raisons à la fois sociales et environnementales, il faut définir une politique qui encourage l'utilisation des transports publics.

58. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) dit que la vingt-et-unième Conférence des Parties a suscité une grande vague d'optimisme, dont les effets se sont ensuite reportés, pour une bonne partie, sur la signature de l'Accord de Paris. Actuellement, 175 pays ont signé ce texte et d'autres devraient le faire. En même temps, 2015 a été à bien des égards une année très difficile en raison d'El Niño et d'autres événements liés au changement climatique. Le fait que cette année ait été la plus chaude enregistrée depuis 1880 a mis en évidence l'urgence de la question des changements climatiques et la nécessité de faire fond sur l'optimisme existant pour faire avancer les énergies propres et laisser les combustibles fossiles là où ils sont, enfouis dans le sol.

59. *Une présentation vidéo de la BBC sur l'assainissement en Inde est diffusée.*

60. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) déclare que l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont étroitement liés. Selon l'organisation Water Aid, plus de 650 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et plus de 2,3 milliards d'individus ne disposent pas de toilettes

séparées et sûres. En outre, en 2012, environ un milliard de personnes étaient toujours contraintes de déféquer à l'air libre et 1,2 milliard vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour. La seule croissance du produit intérieur brut ne suffira pas à régler ces problèmes. L'Afrique subsaharienne affiche ainsi un PIB qui oscille autour de 65 % du PIB par habitant de l'Inde, mais seulement la moitié de sa population recourt à la défécation à l'air libre. Au Bangladesh, cette pratique concerne à peine 5 % de la population rurale, alors que le PIB de ce pays ne représente que la moitié de celui de l'Inde.

61. L'assainissement est un sujet très complexe. Si gênante soit-elle de prime abord, il s'agit en réalité d'une question qui constitue en quelque sorte le point de convergence de divers problèmes tels que l'inégalité entre les hommes et les femmes, la violence sexiste, la santé physique et mentale, le bien-être, les valeurs culturelles et la prospérité.

62. **M. Mishra** (Svadha, Entreprise sociale d'assainissement) explique qu'Ekutir est une entreprise novatrice qui a choisi de suivre une approche commerciale pour traiter de problèmes socioéconomiques mondiaux. Elle propose des solutions durables d'intégration complète en mettant davantage l'accent sur le micro-entreprenariat, en encourageant les écosystèmes socialement responsables, en faisant le lien entre les divers collaborateurs, en exploitant les moyens informatiques et en abordant collectivement les problèmes sociaux. Le modèle d'Ekutir, qui s'est fait une place dans le domaine de l'agriculture, a été étendu aux problèmes d'eau et d'assainissement, pour lesquels une entité distincte, baptisée Svadha, a été créée.

63. Svadha offre une approche différente des problèmes qui concernent l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Elle s'est aperçue, en analysant l'écosystème actuel, que deux types de partenaires pouvaient être mis à contribution pour l'assainissement : le Gouvernement et la société civile d'un côté, et le secteur privé de l'autre. Bien que le secteur non commercial ait beaucoup investi dans le développement durable et dispose de ressources considérables, les retombées de son action et le processus suivi pour mettre en œuvre les solutions en matière d'assainissement laissent vraiment à désirer. À l'inverse, si les programmes de responsabilité sociale des entreprises ont un moindre impact, il existe un immense marché pour leurs produits et services qui peuvent apporter des réponses à des problèmes sociaux. Svadha n'est pas là seulement pour régler le

problème de l'assainissement en Inde, mais aussi pour créer des emplois pour les jeunes au niveau local.

64. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande quel type d'assainissement pourra au final être fourni aux villages s'il est fait appel à Svadha pour résoudre les problèmes locaux d'assainissement.

65. **M. Mishra** (Svadha, Entreprise sociale d'assainissement) indique que quatre facteurs essentiels, souvent négligés dans le domaine du développement, ont abouti à la conception et à la philosophie de ce modèle d'intégration complète. Premièrement, la population est généralement peu impliquée. Les processus censés entraîner sa participation doivent être revus et retravaillés, en optant notamment pour un langage et un vocabulaire différents qui puissent toucher de nouveaux types d'utilisateurs. Deuxièmement, chaque problème appelle une seule solution et non toute une série d'éléments de solution. Si un problème social est traité par une bonne dizaine d'organisations qui proposent des réponses parcellaires, aucune convergence des ressources ne sera possible. Troisièmement, il faut appliquer les principes de connectivité dans ce village global qu'est celui où nous vivons aujourd'hui, et intégrer des solutions informatiques à même de réduire les coûts de transaction pour la fourniture des services. Le créneau du développement n'est malheureusement pas transparent. L'intégration est nécessaire pour faire face aux problèmes de développement, accroître la transparence et réduire les coûts de transaction. Enfin, les problèmes sont représentatifs de l'ensemble des écosystèmes; ils ne sont pas de la faute ou de la responsabilité d'un seul et unique gouvernement ou d'une seule société civile. Le monde est collectivement responsable, et il nous faut donc utiliser une approche fondée sur la collaboration.

66. Svadha proposera à tous ses clients des solutions en matière d'assainissement qui feront appel au talent de collaborateurs du monde entier et à des équipements informatiques capables de prendre en charge tout le processus.

67. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande quels sont ces collaborateurs du monde entier, qui viennent s'ajouter aux organisations locales qui érigent les installations sanitaires dans divers villages.

68. **M. Mishra** (Svadha, Entreprise sociale d'assainissement) explique qu'en Inde le marché représente près de 1,5 million de dollars, ce qui ouvre

des perspectives pour la création d'entreprises. Trois partenaires sont impliqués dans le système au niveau local. Premièrement, le Gouvernement contribue à sensibiliser les populations à la nécessité de l'assainissement et subventionne des programmes d'assainissement. Deuxièmement, la société civile joue un rôle important en incitant les populations non seulement à construire des toilettes, mais aussi à les utiliser davantage. La chaîne logistique est le dernier maillon qui fait actuellement défaut. Aucune possibilité n'est offerte aux populations pauvres, en raison de la mauvaise qualité et du coût des produits. Être pauvre ne doit pourtant pas signifier n'avoir accès qu'à de mauvaises solutions et n'avoir aucun choix dans la vie. En participant à Svadha, les individus prennent le contrôle de la situation et contribuent à leur tour à changer l'écosystème.

69. **M^{me} Glover** (BBC World Service), se référant aux chiffres fournis par M. Mishra, observe qu'en Inde il est possible de gagner 140 fois plus en devenant « sanipreneur » qu'en tenant un étal sur un marché local. Elle demande s'il y a déjà eu des problèmes avec le système des toilettes payantes et si Svadha fournit un service qui pourrait finalement être assuré gratuitement par quelqu'un d'autre.

70. **M. Mishra** (Svadha, Entreprise sociale d'assainissement) déclare que son entreprise croit fermement en des solutions adaptées à chaque foyer plutôt qu'à une approche uniforme pour ce qui concerne les toilettes. Permettre aux individus de choisir leur modèle de toilettes leur donne le sentiment d'être partie prenante.

71. **M^{me} Glover** (BBC World Service) dit que l'Inde a connu de sérieux problèmes avec des toilettes qui, après leur installation, avaient été si mal entretenues qu'elles n'étaient pas utilisées.

72. **M. Mishra** (Svadha, Entreprise sociale d'assainissement) déclare que ces toilettes ne sont pas entretenues car elles n'ont pas été choisies par la population. Le système consistant à confier l'évacuation des excréments à une caste de la communauté indienne est à présent interdit et il est jugé immoral de demander à autrui de nettoyer les toilettes. L'entreprise de l'intervenant a permis aux personnes concernées de s'approprier la question de l'assainissement, en tirant parti de leur désir non seulement de posséder des toilettes, mais aussi de les entretenir pour vivre dans la dignité.

73. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) indique que les femmes et les filles paient souvent le prix fort des mauvaises conditions sanitaires, non seulement parce qu'elles ne disposent pas de lieux séparés et sûrs pour faire leurs besoins, mais aussi en raison des problèmes secondaires liés au manque de toilettes. Les femmes qui n'ont pas accès à des installations sanitaires correctes ont par exemple tendance à moins manger et boire en journée, y compris pour ce qui concerne l'alimentation en fibres, ce qui peut entraîner des diarrhées, des troubles digestifs et des problèmes de malnutrition et de déshydratation. En cas de grossesse, cette situation peut également avoir de graves répercussions sur la santé de l'enfant. Le manque d'accès à un système d'assainissement provoque également des souffrances psychologiques et génère un sentiment de honte. Il arrive fréquemment, qui plus est, que les femmes sortent le soir pour aller faire leurs besoins dans des conditions très dangereuses, s'exposant ainsi à des actes de harcèlement et de violence. Un certain nombre de questions portant plus particulièrement sur les liens entre la discrimination dont sont victimes les femmes et les problèmes d'assainissement mériteraient d'être étudiées plus avant.

74. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande si M. Modi, le Premier Ministre indien, sera en mesure d'obtenir de bons résultats en matière d'assainissement.

75. **M. Mishra** (Svadha, Entreprise sociale d'assainissement) déclare que l'assainissement n'est pas un problème qui peut être réglé par une seule personne. Chacun doit s'employer à améliorer ses comportements sur ce terrain. Toutefois, si les politiques des pouvoirs publics évoluent et si le corps médical prend l'initiative d'insister sur l'importance d'utiliser les toilettes, une réelle évolution des mentalités est possible.

76. **M^{me} Glover** (BBC World Service) note que l'idée qui se dégage est que l'accès aux informations donne aux populations un certain pouvoir et leur confère le sentiment de participer au changement.

77. **M. Abila** (Barefoot Law) déclare que l'innovation ne doit pas nécessairement être liée aux technologies; le processus peut associer innovations technologiques et méthodes traditionnelles, ou ne comporter aucune innovation technologique. Les méthodes utilisées par

Barefoot Law pour toucher les populations sont diverses et variées : elles consistent aussi bien à expliquer des notions juridiques en langage familier qu'à mettre en place un système permettant de répondre à des questions juridiques par de courts messages envoyés sur des téléphones portables. Assurer l'accès de tous à la justice, comme l'exigent les objectifs de développement durable, peut prendre différentes formes selon qu'il s'agisse de pays développés ou de pays en développement, compte tenu des disparités entre les contextes économiques.

78. **M^{me} Araya** (Nivela) considère qu'il faudrait inciter les médias à diffuser davantage d'exemples d'innovations témoignant de la participation des citoyens et à donner plus d'écho aux décisions prises de concert plutôt que d'insister sur le rôle d'un individu en particulier. La question des transports – qui demeure un problème de taille dans les économies émergentes – ne pourra être réglée par un seul fonctionnaire; il faudra faire appel à un modèle collaboratif multicéphale. Il conviendra en particulier de définir clairement de quelle manière les citoyens pourront être associés à la mise en œuvre des objectifs de développement durable, afin de ne pas donner l'impression que ces objectifs ne sont le fruit que des seuls efforts des pouvoirs publics.

79. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande aux intervenants quelles motivations personnelles les ont portés vers les innovations qu'ils ont entrepris de réaliser dans leur pays.

80. **M. Mishra** (Svadhya, Entreprise sociale d'assainissement) explique qu'il a été motivé par la perspective de pouvoir offrir des solutions novatrices et efficaces aux problèmes sociaux et de s'imposer sur le marché pour fournir ces solutions à des millions de personnes à travers le monde. La société de l'intervenant a ainsi joué un rôle de pionnier en proposant aux habitants de la région côtière de l'Orissa, régulièrement contraints de reconstruire leurs toilettes à leurs frais à la suite de catastrophes naturelles, de souscrire une assurance contre ce risque.

81. **M. Astok** (e-Governance Academy) indique qu'il est poussé par l'envie de consacrer l'essentiel de son temps à faire ce qui lui tient à cœur plutôt que d'exercer une activité dans le secteur bancaire ou de faire des allers-retours pour se rendre au travail. Il cherche aussi à promouvoir l'accès à l'information,

considéré comme un droit de l'homme fondamental en Estonie.

82. **M. Marini** (Italie) se demande si les avocats et les conseillers juridiques ougandais, dont 90 % vivent dans la capitale, ont pleinement accès aux bases de données juridiques, et s'il leur est facile d'obtenir des autorités des informations sur la réglementation ainsi que sur les décisions de justice. Il aimerait également savoir de quelle façon d'autres informations de ce type pourraient être fournies directement aux communautés et s'il serait possible d'ouvrir des bureaux d'information reliés aux bases de données centrales afin de donner des renseignements très précis aux populations locales.

83. **M. Abila** (Barefoot Law) explique que l'accès aux informations juridiques est certes un droit consacré par la Constitution ougandaise mais qu'il est limité du seul fait que les avocats vivent, dans leur grande majorité, dans la capitale. Les efforts déployés par son organisation pour élargir l'accès aux informations à l'échelle nationale consistent notamment à lancer une initiative en matière de droits de propriété, à diffuser des informations sur le terrain par le biais de séminaires complétés par des échanges de messages entre téléphones portables, ainsi qu'en un projet de création de centres d'aide juridique dans tout le pays. Des formes de musique populaire sont également utilisées pour expliquer les notions complexes de la *common law* au grand public. L'intervenant estime en outre que l'accès aux programmes menés dans le domaine de la justice devrait prendre en considération les besoins des personnes handicapées. Enfin, dans le cas d'affaires très médiatisées, il faudrait utiliser les sujets en vogue sur les réseaux sociaux pour aider les populations locales à comprendre les principes juridiques sous-jacents.

84. **M. Williams** (World Vision International) indique qu'un reportage de la BBC sur l'activité entrepreneuriale et la création d'emplois au Cameroun a montré que le fait de confier des responsabilités à ceux qui, au bas de la pyramide, ont des idées était essentiel pour la réalisation des objectifs de développement durable.

85. **M. Schaerlaekens** (Belgique) souligne combien il est important de trouver de nouveaux moyens de traduire les orientations et problèmes stratégiques dans un langage qui fasse écho aux préoccupations des citoyens. Le Conseil économique et social a cherché à

le faire, dans ses travaux, même s'il est à craindre que la formulation des résolutions ne réponde pas pleinement à cette exigence. L'intervenant espère que le programme de développement durable à l'horizon 2030 et la perspective globale dans laquelle il s'inscrit aideront le Conseil à progresser à cet égard.

86. **M. Alam** (Partenaires en population et développement) se demande si les politiques doivent être amorcées au plan national ou si elles ne pourraient pas au contraire être lancées au niveau d'une entreprise, d'une collectivité ou d'une commune. Il s'enquiert également de l'existence de mécanismes gratuits d'échanges d'informations Nord-Sud et Sud-Sud. Enfin, il souhaite en savoir plus sur les sources de financement de ces initiatives et demande en particulier si des alliances entre le Gouvernement et le secteur privé ont été constituées à cette fin.

87. **M^{me} Glover** (BBC World Service) demande à MM. Abila et Mishra comment sont financées leurs organisations.

88. **M. Abila** (Barefoot Law) déclare que les initiatives populaires menées dans des pays tels que l'Ouganda nécessitent l'intervention des gouvernements, sous une forme ou une autre. Barefoot Law a commencé à fonctionner sur le principe du bénévolat et a ensuite obtenu un financement. Le prochain objectif de l'organisation est de nouer des partenariats avec l'UNICEF et d'autres acteurs, étatiques et non étatiques, afin de trouver un soutien – financier et autre – auprès de sources extérieures.

89. **M. Mishra** (Svadhya, Entreprise sociale d'assainissement) explique que le financement est important en termes de pérennité, tout comme l'est la mise sur le marché de produits et services combinant des objectifs commerciaux et sociaux. Contrairement aux capitaux philanthropiques, les profits réalisés à partir de solutions fondées sur le marché réintègrent le système et offrent les meilleurs produits et services aux consommateurs.

90. **M. Astok** (e-Governance Academy) estime que les solutions d'administration en ligne peuvent sembler coûteuses à première vue, mais permettent en réalité de faire de substantielles économies; ce serait le cas, par exemple, d'une base de données numérique qui servirait à vérifier si les titulaires de pensions sont encore en vie. Garantir la transparence des financements publics pourrait faire économiser de

l'argent aux citoyens comme aux entreprises et entraîner une hausse du produit intérieur brut.

91. **M^{me} Araya** (Nivela) déclare que son organisation s'emploie à promouvoir la participation des citoyens en informant le Gouvernement de ce qu'ils souhaitent réellement. Ainsi, la seule condition pour pouvoir participer aux premières consultations citoyennes nationales sur les changements climatiques qu'organiserait Nivela sera de ne pas être un professionnel de ce secteur.

92. Une base de données gouvernementale en ligne permet aux citoyens de voir comment se classe leur collectivité territoriale sur le plan sanitaire, environnemental ou autre, et d'apporter leur contribution au débat public. Un récent classement des collectivités territoriales fondé sur le progrès social et la qualité de vie a montré que les plus riches d'entre elles ne figuraient pas dans les 10 premières de la liste. Des ensembles de données concrètes permettraient aux décideurs de tenir compte de la contribution des citoyens, dont ils favoriseraient ainsi la participation.

93. **M^{me} Moore** (Institute for Global Prosperity, University College, Londres) considère que le caractère universel du Programme de développement durable à l'horizon 2030 exige des nations qu'elles s'efforcent de le mettre en œuvre en recourant à des solutions qui satisfassent les populations et la planète tout entière. La réalisation des objectifs de développement durable passe impérativement par la participation des citoyens et la prise en compte des aspirations nationales. Il faut également trouver de nouvelles approches grâce au partage des connaissances, qui va de pair avec d'indispensables échanges Nord-Sud et Sud-Sud.

La séance est levée à 12 h 55.